

La Lettre du Maire

Saran

Novembre 2016

Vendredi 25 Novembre 2016 à 19h, en mairie

Conseil municipal extraordinaire sur le passage en Communauté Urbaine



Maryvonne Hautin
maire de Saran

Madame, Monsieur, Cher(e) administré(e)

J'ai décidé de réunir le conseil municipal en séance extraordinaire le vendredi 25 novembre. En effet, l'importance des enjeux pour notre ville justifie qu'une séance complète du conseil soit consacrée au débat puis au vote concernant la transformation de l'actuelle Communauté d'agglomération en Communauté Urbaine.

Ce passage en Communauté urbaine au 1^{er} janvier 2017, puis peut-être en Métropole en cours d'année, entraînera des transferts de compétences des communes vers la nouvelle structure intercommunale.

Comme vous le savez, dans l'agglomération, seuls les habitants de Saran ont pu s'exprimer et donner leur avis quant à cette transformation en Communauté Urbaine. La municipalité a organisé une consultation citoyenne le 29 mai dernier, éclairé par un débat contradictoire à la salle des fêtes quelques jours avant le vote. Sans cette consultation des citoyens Saranais voulue par la seule majorité municipale, le président de l'AggLO et les 21 autres maires de l'agglomération n'auraient sans doute pas organisé depuis septembre, différentes réunions d'information sur le sujet. Grâce à notre initiative, la réflexion sur les conséquences du passage en Communauté Urbaine s'est -un peu- rapprochée des premiers concernés : les habitants et les habitantes de toute l'agglomération orléanaise.

Je regrette toutefois qu'aucun autre maire n'ait jugé utile et nécessaire d'organiser un vote sur ce sujet dans sa commune.

Saran a donc lancé le débat public et entend bien le poursuivre, avec tous les habitants, même après le 1^{er} janvier 2017 : la défense de la gestion de proximité et du service public au plus proche des besoins sera encore plus nécessaire avec *Orléans métropole* !

Je vous invite donc à assister au conseil municipal le 25 novembre prochain qui se prononcera sur la transformation de l'intercommunalité pour signifier plus particulièrement la place centrale que doit garder la commune dans la gestion de la chose publique.

*Très Cordialement,
Maryvonne Hautin.*

Mairie de Saran

Place de la Liberté

45774 Saran Cedex

Tél. : 02 38 80 34 00

courrier@ville-saran.fr

www.ville-saran.fr

www.facebook.com/villesaran

Saran



{ Ensemble, vivons notre ville ! }

www.ville-saran.fr

Déclaration de Maryvonne Hautin, maire de Saran, pour les élus du groupe PCF-Front de gauche

Conseil communautaire du 29 septembre 2016

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Nous y voilà, ce jour si important qui va faire d'Orléans une des 15 villes qui comptent. Je ne vois pas sur quoi nous allons compter mais vous pourriez être bien plus ambitieux et viser une qualification en coupe d'Europe. Sérieusement, je ne peux me réjouir de ce jour de gloire qui est loin de notre conception de la coopération intercommunale.

Dans notre esprit, l'intercommunalité a toute son utilité dès lors qu'elle repose sur un acte volontaire et des projets. Ce soir, entre des lois contraignantes et une volonté politique que rien n'impose, nous allons sonner le glas de nos communes, structure de base de notre démocratie. C'est le sens de l'Histoire nous dit-on souvent. L'Histoire n'a pas de sens parce qu'elle est toujours écrite par celui qui détient le pouvoir. Mais aujourd'hui nous entrons dans un processus qui va nier l'Histoire, notre histoire. Nous le savons tous, le train de la fin des communes est lancé. Sans doute ne vont-elles pas disparaître mais elles vont être tellement dévitalisées qu'elles n'auront plus aucun rôle majeur. Il semble qu'une majorité des élus siégeant dans cette assemblée soit en accord avec cette évolution et cette perte d'autonomie des communes.

Vous parlez en permanence, Monsieur le Président, d'un projet partagé reposant sur une confiance réciproque. Quelle confiance peut-on avoir lorsqu'un vice-président de votre Agglo, participant à une réunion à Saran, raille la consultation que nous avons organisée. Je vous rappelle que le même jour, à Nice une députée était élue avec une participation de 21 %. Personne n'a remis en cause la légitimité de son élection. Les 1 759 voix (78 % des suffrages) valent-elles moins que les 2 051 voix obtenues par la liste d'opposition de droite lors des dernières élections municipales ? Quelle confiance peut-on avoir lorsque nous découvrons dans la presse, en l'occurrence *la Gazette des communes* du 19 septembre, que « *l'opposition socialiste devrait occuper six postes à l'exécutif* ». Nous aurions aimé l'apprendre ici. Rassurez-vous, les élus de notre groupe ne vont pas venir troubler vos projets qui semblent si bien calés, sur ce point tout au moins, et je vous rappelle que nous n'avons jamais quémandé la moindre récompense. Nous savions qu'un nouveau pacte de gouvernance était en préparation, nous n'y avons pas été associés. En agissant de la sorte, vous avez fait ce que nos concitoyens ne supportent plus en politique, ces arrangements entre amis. Le projet n'est donc pas partagé par tous les élus ni par les habitants d'ailleurs.

Pourtant vous dites vouloir mettre les habitants au centre du projet. Nous ne pouvons qu'être en accord avec vous. Mais où est la place des habitants ? Ce mot n'apparaît qu'une fois ou deux dans votre pacte de gouvernance. Quelle place allez-vous laisser aux citoyens de ce territoire ? Quand pourront-ils intervenir ? Nous n'en savons absolument rien car il n'y a rien dans ce pacte de gouvernance. Et puis au centre de quel projet voulez-vous les mettre ? Pour l'instant cela reste un mystère. Peut-être entendrez-vous des voix qui vous indiqueront le che-

min à suivre. Nous allons avoir l'apparat du statut, un toit sous lequel nous abriter mais nous n'avons aucune fondation. Et si nous avons commencé, comme nous le demandons depuis des mois, par construire un nouveau projet de territoire. Un projet qui serait réellement écrit ensemble et qui associerait les élus, les citoyens et les acteurs de notre territoire ? Cela donnerait du sens à l'évolution de notre intercommunalité. Aujourd'hui vous semblez plus intéressé par la coquille que par le contenu. C'est dommage !

Dans ce projet, la seule question qui importe est de savoir en quoi la communauté urbaine ou la métropole fera mieux que ce que font aujourd'hui les communes et quelles économies cela va-t-il engendrer ? C'est aussi ces questions que se posent les habitants. À ce jour nous n'avons toujours pas les réponses. Vous-même, Monsieur le Président vous ne les avez pas. Vous nous demandez de vous transférer de nouvelles compétences alors que l'Agglo n'assume déjà pas correctement celles qui lui sont déjà dévolues. À l'image de l'assainissement pour ne citer que cet exemple. Vous prétendez vouloir maintenir la proximité que nous assurons aujourd'hui dans nos communes. Pouvez-vous nous expliquer comment vous allez vous y prendre puisque vous avez toujours affirmé que toute évolution se ferait au mieux à budget du personnel constant. Nous sommes d'ailleurs très inquiets pour le devenir des agents dont on voit bien qu'ils vont devoir absorber les suppressions de postes qui s'annoncent. Nous doutons fort qu'ils aient, dans ces conditions, les moyens d'assurer les services.

Dans ce contexte, qu'attendez-vous des Maires et des Élus municipaux ? Vous souhaitez qu'ils restent au centre du projet, il va y en avoir du monde dans le rond central, mais quelles vont être les marges de manœuvres des communes ? Un conseil municipal pourra-t-il s'opposer à un projet de l'Agglo sur son territoire communal ? Il est nécessaire de donner cette possibilité aux communes.

Vous le voyez Monsieur le Président, les questions et les inquiétudes sont encore trop nombreuses et elles sont partagées, sans doute plus que votre projet pour que nous puissions être favorables à l'évolution que vous proposez. Cela dit, ce désaccord ne nous désengage pas. Bien au contraire nous continuerons à travailler, au sein de cet hémicycle, dans les commissions, les groupes de travail. Nous continuerons à faire des propositions, comme nous l'avons toujours fait car nous aussi nous sommes attachés à notre territoire et à son devenir. Ainsi, nous serons vigilants sur le PLUI, entre autres et sur l'avenir de la gestion de l'eau que nous voulons conserver dans son intégralité en régie publique. Mais aussi que Saran ne soit pas terre d'accueil de tous les équipements que les autres ne veulent pas. Sur le respect, il y a une grande marche à franchir.